

Toujours plus de productivité ?

Maxime Augusseau

« L'art naît de contraintes, vit de luttes et meurt de liberté. »

Et si l'économie prenait la place de l'art dans cette citation d'André Gide. La liberté serait alors l'absence de toute contrainte et de toute concurrence, la satisfaction de tous les besoins. Ce serait une utopie post-économique où les robots ont remplacé les hommes à la tâche, où la productivité tendrait vers l'infini et donc les prix vers 0.

De retour sur Terre, la réalité est plus sombre. Depuis la révolution industrielle l'environnement est dégradé, les inégalités s'accroissent et les richesses sont toujours et partout mal réparties. Les gains de productivités n'ont empêché ni les guerres ni les famines. A posteriori, il apparaît même que toute la croissance du XXe siècle s'est construite aux dépens de ressources planétaires non-renouvelables. Jusqu'à présent, en économie, l'Homme est un ado qui gaspille tout en croyant vivre pleinement.

Alors comment sortir de l'adolescence et devenir raisonnable ? Est-il urgent d'arrêter de produire plus ? Les gains de productivité mènent-ils à une impasse ? La productivité n'est pas nécessairement une incitation à produire davantage. C'est un rapport entre deux facteurs comme le rappelle l'INSEE ; « *La productivité, en économie est définie comme le rapport, en volume, entre une production et les ressources mises en œuvre pour l'obtenir* ».

Pour résumer, il n'y a pas d'utilité à produire plus, il faut produire mieux. Or si le plus est quantifiable, le mieux est très subjectif. Alors qui définit ce qui est mieux et quelle orientation donner aux quêtes de productivité ?

Toujours plus, un non-sens économique ?

Si la productivité tend vers l'infini, les prix tendent vers 0,
Or, rien ne serait produit pour un prix égal à 0.
Donc, la productivité n'est pas un déterminant des prix réels.

Bien que simpliste, ce syllogisme soulève une interrogation essentielle quant à la pertinence économique d'une quête absolue des gains de productivité. En effet, si la productivité tendait vers l'infini et les prix seraient en théorie proches de 0. Or en réalité, les acteurs du marché échangeraient des biens et services à des prix non nuls et donc non-corrélés à leur coût de production et à la productivité. La question est alors de savoir ce que reflètent les prix donnés par le marché ? et comment sont-ils fixés ? Les prix ne sont pas proches de 0, car l'économie est intrinsèquement humaine, car les échanges se font en fonction de valeurs morales, de codes sociaux, d'idéologies ou de réglementations. Les Firmes Multinationales n'ont pas attendu les robots, pour réduire leurs coûts de production, la division internationale du travail et les travailleurs exploités auront suffi. Or pour justifier un prix de vente resté élevé, les dépenses en communication et en marketing ont acquis une part importante dans le prix final de ces biens. Pour résumer, dans l'excès de gains de productivité, le marché compense par des dépenses (communication, marketing, transport) qui ne sont pas nécessaires à la production des biens et services mais garantissent une rente ou un apportent un avantage comparatif.

Comment faire refléter par les prix une réalité écologique et sociale ?

Au sein des économies arrivées à satiété économique, il n'y a aucun sens à produire plus ou moins cher. En revanche, il y a urgence à produire de façon éthique et durable. Une production durable ne doit pas se faire au détriment des générations futures. Elle revêt à la fois une dimension sociétale (bien-être au travail, lutte contre les discriminations, réinsertion...) et environnementale (réduction des émissions de gaz à effets de serre, traitement des pollution, recyclage des déchets générés). Or la durabilité induit un surcoût. Ce surcoût peut être accepté par le consommateur car précisément il reflète, voire garantit, une production plus respectueuse de l'environnement et de la société (agriculture biologique, circuits courts). Le prix de la durabilité peut aussi être imposé par l'Etat ou tout autre institution dotée d'un pouvoir réglementaire, qui intègre au prix le coût de l'internalisation d'une externalité, par exemple en ajoutant au prix de l'électroménager ou des billets d'avion une taxe carbone. Mais au-delà d'un surcoût, les entreprises qui optent pour une production locale, durable, décarbonée doivent répondre de contraintes technologiques et organisationnelles majeures. Face à ces nouveaux défis, elles déploient des efforts de recherche et développement qui ouvrent la voie vers une nouvelle ère économique et dessinent les contours de nouvelles courses à la productivité.

Ainsi, en intégrant des enjeux environnementaux et sociétaux à l'économie, les acteurs redéfinissent les critères de la productivité et relégitiment ce concept.

Qui va dessiner les marchés de demain et donc les champs potentiels de gains de productivité ? Le choix du consommateur ou le législateur ?

De nouvelles règles et de nouvelles habitudes de consommation vont encadrer de nouvelles courses à la productivité. Le rôle des Etats est important toutefois il n'est ni précurseur, ni suffisant dans le développement d'une économie durable. Les institutions législatrices et réglementaires agissent davantage en tant que catalyseurs et arbitres sur le marché. Dans le cas de l'agriculture biologique, en 30 ans les pouvoirs publics ont encadré un marché en définissant des règles et ainsi ont légitimé a posteriori un mouvement initié par la société civile.

En tant qu'agents économiques, les consommateurs répondent aux incitations du marché. Or, seuls ils sont parfois incapables d'initier un changement d'habitude pourtant nécessaire à la durabilité de notre mode de vie, à la préservation de l'environnement. Dans ces cas-là, le rôle des pouvoirs publics est d'accompagner et favoriser le changement par des incitations (subventions, aides). C'est le cas dans les transports où les investissements sont importants. A titre d'exemple, le marché des véhicules électriques est encore largement subventionné (6300€ par véhicule en France en 2016), ce qui permet son développement malgré des prix du pétrole stables.

Pour résumer, l'Etat et le marché agissent en complémentarité pour redéfinir les critères de la productivité et dans l'avènement d'une économie durable.

Produire plus dans un monde de manque, mieux produire dans un monde de rareté. Il y a un distinguo important à faire entre les économies développées et celles qui les rattrapent.

Quels gains de productivité pour les pays en développement ?

Les économies des pays en développement enregistrent des taux de croissance bien supérieurs à ceux des économies développées. Cette croissance résulte à la fois de l'augmentation des facteurs de production et de la hausse de la productivité. Les pays en développement suivent-ils le modèle des premiers pays industrialisés ? Ou bien un développement respectueux de l'environnement est-il possible ? L'enjeu pour ces pays est de sortir de la pauvreté et passer directement à un modèle économique durable. Ce défi ne sera pas relevé sans l'aide de la communauté internationale. C'est en partie le but des Accords de Paris qui enjoignent les pays dits développés, pays qui précisément ont bâti leur prospérité économique au détriment des ressources naturelles et au dépend du développement économique des pays du sud, à financer les investissements nécessaires à une croissance durable, car comme l'ont souligné R.E. Lucas et R. Barro, les investissements en infrastructures publiques et en capital humain sont essentiels à cette croissance dite endogène.

A ce stade, ce sont des enjeux de politique internationale et de gouvernance au sein des pays en développement qui conditionnent la réussite des accords de Paris. Le développement et l'autonomisation de la société civile partout dans le monde accompagné par la libre circulation de l'information renforcent les chances de succès. Toutefois, est-ce que cela sera suffisant ? Le fonds vert pour le climat a perdu avec le retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris son premier contributeur.

La hausse de la productivité et la baisse du temps de travail sont-elles inconditionnellement liées ?

La baisse légale du temps de travail est un phénomène commun à toutes les économies qui se développent. A l'aube d'une révolution industrielle 4.0, il est légitime de s'interroger sur la place de l'homme dans la production de biens et services. Grâce au développement de l'intelligence artificielle, notamment ses capacités d'apprentissage et de correction, la machine semble pouvoir s'affranchir de l'être humain dans sa tâche et in fine l'être humain du travail. Alors que le travail constitue un lien essentiel de l'individu à la société, qu'advierait-il d'une société sans travailleurs ? Quelles nouvelles relations assureraient la socialisation des individus ? J. M. Keynes dans *Lettre à nos petits enfants*, 1930 s'interroge sur à l'avenir d'une société libérée du labeur. « *Il n'y a pas de pays et pas de peuple, à mon avis, qui puisse envisager un âge de loisirs sans appréhension. Car nous avons été trop longtemps habitués à peiner et à lutter, non à jouir. C'est un problème terrifiant pour quelqu'un sans talent particulier que de s'occuper, surtout lorsqu'il n'a plus de racines avec la terre, de liens qui l'attachent aux coutumes et aux conventions chères à une société qui vit de traditions.* »

Robotisation contre retour du savoir-faire et réinvention du travail.

A rebours des usines intelligentes, il existe un retour des métiers manuels au sein des métropoles mondialisées. Le journaliste Jean-Laurent Cassely en a fait un livre, *La révolte des premiers de la classe*, 2017, Arkhê ; sous-titré « Métiers à la con, quêtes de sens et reconversions urbaines ». Epiphénomène ou mouvement de réaction aux dérives de la productivité effrénée, cette parution est à mettre en perspective avec l'ouvrage *Réinventer le Travail*, PUF, de Dominique Meda et Patricia Vendramin. Par un prisme sociologique les deux auteurs analysent les contradictions fortes qu'il existe entre une quête insensée de productivité et le travail perçu en tant qu'instrument de socialisation et vecteur de développement personnel, notamment par les jeunes générations pour qui la notion de devoir est remplacée par celle d'épanouissement personnel au travail. Enfin, D. Meda et P. Vendramin montrent que le maintien d'une économie dynamique et la recherche d'épanouissement personnel au travail sont conciliables à condition de substituer à la croissance la qualité des emplois comme perspective économique pour nos sociétés.